

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 31/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

C2P

Zone industrielle Nord
ARNAS BP. 70451
69400 Arnas

Références : 20230321_RAP_OCP2023_C2P_Arnas.pdf
Code AIOT : 0006103862

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement C2P implanté 300 avenue de l'Epie 69400 Arnas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a organisé au cours du mois de mars une vaste opération de contrôle sur de nombreux établissements ICPE sur la thématique "stockages et rétentions des produits chimiques".

L'objectif de ces contrôles était de vérifier en particulier :

- la présence des fiches de données de sécurité des produits dangereux,
- l'état et les capacités de rétention des produits chimiques,
- le stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C2P
- 300 avenue de l'Epie 69400 Arnas
- Code AIOT : 0006103862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société C2P exploite depuis 1996 à Arnas des installations de broyage, lavage et extrusion de déchets de matières plastiques, essentiellement composées de PP (polypropylène). C2P s'est développée environ 20 ans après les débuts de METALEUROP puis RECYCLEX sur ce même site qui a d'abord accueilli une activité de recyclage par seconde fusion du plomb de batteries usagées. La quasi totalité des emprises RECYLEX + C2P a fait l'objet d'une reprise par CAMPINE France en juillet 2022.

L'arrêté préfectoral du site devra être modifié en 2023 notamment pour tenir compte d'une cessation partielle d'activité sur une parcelle située à l'Est du site (5 800 m²) n'ayant pas fait l'objet d'exploitation par C2P et relevant de la responsabilité de RECYLEX, la maison mère de C2P jusqu'à la reprise de l'entreprise C2P par CAMPINE France en juillet 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI et Arrêté préfectoral du 15/09/2010 article 26.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées listant les produits dangereux du site, leurs pictogrammes de dangers associés et leur localisation.

Les produits du site sont stockés selon leurs pictogrammes de dangers et dans des locaux dédiés. Pour les produits corrosifs, bien que le jour de l'inspection aucune base n'ait été visualisée, l'exploitant sera vigilant à ne pas stocker ensemble des acides et des bases susceptibles de générer une réaction exothermique en cas de mélange. De plus, des rétentions devront être mises en place dans l'atelier extrusion, où les produits corrosifs sont stockés.

L'exploitant devra contacter les fournisseurs des produits pour lesquels il ne dispose pas des fiches de données sécurité à jour et mettra sur tous les bidons de son site, une étiquette conforme à la réglementation.

Enfin, l'exploitant rédigera une consigne écrite précisant notamment les vérifications à effectuer pour s'assurer de l'étanchéité des dispositifs de rétention, comme demandé par son arrêté préfectoral.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives requises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Une signalisation informant des dangers est présente sur la cuve GNR, les armoires de l'atelier extrusion et sur les portes des stockages des huiles et peroxydes. L'ensemble de ces stockages est fermé à clé, et la clé est uniquement disponible par le personnel de la maintenance. Dans l'atelier peroxyde, l'affiche intitulée « déversement accidentel » affiche un pictogramme « comburant » à la place du pictogramme « inflammable », indiquée sur la porte du local. L'état des stocks, fourni par l'exploitant, indique également le pictogramme « comburant » pour le peroxyde. Demande n°1 : L'exploitant mettra à jour le pictogramme de dangers relatif au peroxyde sur les documents le mentionnant (délai : 3 mois). La majorité des produits dispose d'une étiquette affichant les pictogrammes, phrases de prudence, etc. Quelques bidons, en revanche, stockés dans les armoires de l'atelier extrusion, ne disposent pas d'étiquettes. C'est le cas, par exemple, d'un bidon du produit « Delta-Alcalin », présent dans l'armoire bleue. Demande n°2 : L'exploitant mettra une étiquette conforme à la réglementation sur tous les bidons de ces produits dangereux (délai : 1 mois).
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
Constats : <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) sont mises à la disposition des employés via le serveur du site. L'inventaire des produits disponibles sur le site est mis à jour une fois par an. Le dernier a été réalisé en août 2022. La mise à jour des FDS du site est effectuée durant cet inventaire.</p> <p>L'exploitant indique avoir changé récemment de fournisseur pour différents produits dont des algicides et ne pas avoir à sa disposition les FDS des produits concernés.</p> <p>Demande n°3 : L'exploitant se rapprochera de ses fournisseurs afin d'obtenir les fiches de données de sécurité et les mettre à disposition de ses employés (délai : 1 mois).</p> <p>Des FDS ont été consultées durant l'inspection. Certaines sont postérieures à 2022 et d'autres semblent obsolètes, car antérieures à 2020.</p> <p>Demande n°4 : Pour les produits dangereux dont les fiches de données de sécurité sont antérieures à 2020, l'exploitant se rapprochera de ses fournisseurs afin d'obtenir les fiches de sécurité mises à jour (délai : 3 mois).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats : Les produits dangereux liquides sont stockés dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la cuve GNR de 5000L, • l'atelier extrusion dans 3 armoires : l'armoire bleue et deux armoires, • le local de stockage d'huiles. <p>La cuve GNR est une cuve double peau, mise en place sur le site en 2018.</p> <p>Concernant l'armoire bleue de l'atelier extrusion, certains bidons de produits sont stockés sur des plateaux, faisant office de rétention. Ces plateaux ne semblent pas dimensionnés conformément à la réglementation. Les produits des deux autres armoires ne sont pas stockés sur des rétentions.</p> <p>Demande n°5 : L'exploitant calculera les volumes de rétention nécessaires pour ces produits stockés dans l'atelier extrusion et les mettra en place sur son site (délai : 3 mois).</p> <p>Le local des huiles dispose de rétentions de type caillebotis sur lesquelles sont disposées des bidons d'huiles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les rétentions « fûts d'huiles » sont au nombre de 4 sur lesquelles sont disposés 2 bidons de 200L. La capacité des rétentions est au moins de 400L, soit 100 % de la capacité totale stockée pour chacune des rétentions, conformément à la réglementation. • La rétention « huiles usagées » est aux mêmes dimensions que celles des « fûts d'huiles » et permet de stocker 2 bidons de 200L. La capacité de cette rétention est conforme. • La rétention « produits chimiques liquides » permet de stocker des bidons d'huiles pratiquement vides ainsi que d'autres bidons vides, posés les uns sur les autres. <p>Demande n°6 : L'exploitant s'assurera que la rétention « produits chimiques » est correctement dimensionnée pour la quantité de produits entreposés (délai : 3 mois). L'exploitant modifiera son schéma de calcul des rétentions du local huiles indiquant une capacité maximale de 800L. La capacité des récipients étant inférieure à 250L et la capacité totale stockée étant inférieure à 800L, la capacité de rétention doit être égale à 100 % de la capacité totale stockée, soit 400L.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI et Arrêté préfectoral du 15/09/2010 article 26.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Mise à part la cuve GNR double peau, les produits chimiques sont stockés dans des locaux dédiés ou des armoires, pour ceux localisés dans l'atelier extrusion. La cuve GNR ainsi que les rétentions du local huiles sont en bon état. Conformément à son arrêté préfectoral, l'exploitant met en place un registre indiquant les vérifications, opérations d'entretien et de vidange des rétentions du site (cuves GNR et local huiles). Ainsi, les rétentions du local huile sont inspectées tous les 6 mois (contrôle visuel), la dernière datant du 21/09/2022. La cuve GNR est contrôlée chaque année. Le dernier contrôle date de juin 2022. L'exploitant indique qu'aucune détection de fuites n'est mis en place sur la cuve. En revanche, un fichier de suivi de la consommation de carburant est mis en place chaque mois et permet à l'exploitant de suivre d'éventuelles fuites. En revanche, la consigne écrite, demandée par l'arrêté préfectoral du site, n'est pas mis en place. Demande n°7 : L'exploitant rédigera une consigne écrite, conformément à l'arrêté préfectoral du site. (délai : 3 mois). L'exploitant fera en sorte de respecter le délai de 6 mois entre chaque vérification et intégrera dans son registre, le suivi des rétentions qui seront mises en place dans l'atelier extrusion (cf demande n°5).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La majorité des produits chimiques du site sont stockés dans des endroits différents selon leur pictogramme de dangers, ce qui évite les risques d'incompatibilité. Les produits peroxydes, inflammables, sont stockés dans un local dédié.</p> <p>L'armoire bleue de l'atelier extrusion contient les produits corrosifs. Or, les produits corrosifs peuvent être des acides ou des bases, qui sont des produits incompatibles. Le jour de l'inspection, aucune base n'a été visualisée dans ladite armoire.</p> <p>Demande n°8 : L'exploitant sera vigilant aux incompatibilités des produits stockés ensemble, notamment les produits corrosifs.</p> <p>La zone de stockage des huiles contient une rétention dédiée aux huiles usagées sur laquelle sont stockés deux bidons avec deux huiles différentes (un bidon réducteur et un bidon de thermol). L'exploitant a indiqué durant l'inspection que les deux huiles étaient incompatibles et une affiche, à côté de la rétention, indique « interdiction de mélanger les huiles dont les caractéristiques sont différentes ». Durant la visite, l'exploitant a indiqué remettre dans les bidons, les huiles pompées au fond des rétentions.</p> <p>Demande n°9 : Il est demandé à l'exploitant de ne pas remettre les huiles pompées dans le fond de la rétention « huiles usagées » dans les bidons stockés sur ladite rétention. (délai : immédiat).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées, mis à jour une fois par an. Cet état des matières stockées permet de connaître la liste des produits présents sur le site, y compris les produits non dangereux, ainsi que d'autres informations comme leur localisation, leur(s) éventuel(s) pictogramme(s) de danger, etc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet